SUR LA RECEVABILITÉ

de la requête No 27181/95
présentée par Mario Bogliolo
contre l'Italie

La Commission européenne des Droits de l'Homme (Première Chambre), siégeant en chambre du conseil le 23 janvier 1996 en présence de

M. C.L. ROZAKIS, Président
Mme J. LIDDY
MM. E. BUSUTTIL
A.S. GÖZÜBÜYÜK
M.P. PELLONPÄÄ
B. CONFORTI
N. BRATZA
I. BÉKÉS
E. KONSTANTINOV
G. RESS
A. PERENIC
C. BÎRSAN
K. HERNDL

Mme M.F. BUQUICCHIO, Secrétaire de la Chambre ;

Vu la requête introduite le 22 août 1994 par le requérant contre l'Italie et enregistrée le 2 mai 1995 sous le No de dossier 27181/95 ;

Vu la décision de la Commission du 24 mai 1995 de porter la requête à la connaissance du Gouvernement défendeur ;

Vu les observations présentées par le Gouvernement défendeur et les observations en réponse présentées par le requérant ;

Rend la décision suivante :

Le grief du requérant porte sur la durée de deux procédures civiles.

La première procédure a débuté le 6 décembre 1982 devant le tribunal de Naples et était encore pendante devant cette juridiction au 18 septembre 1995. Cette procédure, à cette date, avait déjà duré plus de douze ans et neuf mois .

La deuxième procédure a débuté le 5 septembre 1983 devant le tribunal de Naples et était encore pendante devant la cour d'appel de Naples au 16 novembre 1995. Cette procédure, à cette date, avait déjà duré plus de douze ans et deux mois.

La Commission estime qu'à la lumière des critères dégagés par la jurisprudence des organes de la Convention en matière de "délai raisonnable", et compte tenu de l'ensemble des éléments en sa possession, ce grief doit faire l'objet d'un examen au fond.

En conséquence, la Commission, à l'unanimité,

DECLARE LA REQUETE RECEVABLE, tous moyens de fond réservés.

Le Secrétaire
de la Première Chambre

(M.F. BUQUICCHIO)

Le Président
de la Première Chambre

(C.L. ROZAKIS)